



« Victoire » : deux soirées de collecte de fonds pour des soldats israéliens annulées

## Description

Deux soirées de soutien de l'association Beit Halochem, accusée de faire la promotion du génocide à Gaza, ont été annulées sous la pression des militant-es.

Par l'Agence Média Palestine, le 27 octobre 2025



L'association Beit Halochem se présente comme « la maison des combattants » et offre un soutien matériel aux soldats blessés de l'armée israélienne. En tant qu'association loi 1901, elle peut proposer à ses donateurs un abattement d'impôts en échange des contributions des citoyens français qui le souhaitent.

Si son site internet se targue de proposer « une multitude de services, de thérapies et d'activités pour aider nos héros à reprendre le cours normal de leur vie », aucune précision n'est apportée quant à d'éventuels contrats pour s'assurer que ces « héros »

nâ??aient pas commis de crimes de guerre.

Les enquÃªtes sont pourtant formelles, des crimes de guerre sont commis par des soldat-es israÃ©lien-nes Ã  lâ??Ã©gard des Palestinien-nes depuis des dÃ©cennies, et depuis deux ans IsraÃ©l perpÃ©tue un gÃ©nocide Ã  Gaza, ce quâ??a confirmÃ© la plus haute instance de lâ??ONU en septembre dernier.

Câ??est prÃ©cisÃ©ment ce que dÃ©noncent les militant-es des organisations de solidaritÃ© avec la Palestine de Marseille et de Paris, qui ont appelÃ© Ã  se mobiliser contre la tenue de deux soirÃ©es de levÃ©e de fonds de lâ??association, qui devaient se tenir respectivement le mardi 28 octobre Ã  Marseille et mercredi 29 octobre Ã  Neuilly-sur-Seine.

Alors que des rassemblements de protestations Ã©taient annoncÃ©s, la France Insoumise sâ??est saisie de lâ??affaire, le dÃ©putÃ© Thomas Portes dÃ©clarant sur son compte X que Ã « nous nâ??avons aucune larme Ã  verser pour ces soldats, au moment oÃ¹ lâ??armÃ©e israÃ©lienne a massacrÃ© des milliers de femmes, dâ??enfants, de journalistes, dâ??humanitaires et de civils innocents Ã ».

Ã « La France ne doit pas accueillir des rÃ©unions qui font la promotion de femmes et dâ??hommes ayant participÃ© Ã  perpÃ©trer un gÃ©nocide Ã », conclue le dÃ©putÃ©, qui qualifie d' Ã hallucinant Ã  le fait quâ??un abattement fiscal puisse Ãªtre proposÃ© en Ã©change dâ??un don destinÃ© Ã  unÃ©-e soldatÃ©-e Ã  ayant participÃ© Ã  perpÃ©trer un gÃ©nocide Ã ».

France Info annonce aujourdâ??hui lâ??annulation de cette soirÃ©e, ce dont le militant-es se rÃ©jouissent tout en appelant Ã  rester mobilisÃ©Ã©s. Ce sont en effet les organisateur-ices qui ont dÃ©cidÃ© de lâ??annulation et non la prÃ©fecture, et aucune disposition nâ??a Ã©tÃ© prise pour empÃªcher la dÃ©fiscalisation des dons Ã  destinations des vÃ©tÃ©rans israÃ©liens.

En juillet dernier, la FÃ©dÃ©ration internationale pour les droits humains ([FIDH](#)), qui regroupe 188 organisations dans 116 pays, a dÃ©posÃ© une plainte avec constitution de partie civile auprÃ©s du pÃ¢le Ã « crimes contre lâ??humanitÃ© Ã  du tribunal judiciaire de Paris contre deux ressortissants franco-israÃ©liens, accusÃ©s dâ??avoir commis des exÃ©cutions sommaires Ã  Gaza, entre novembre 2023 et mars 2024.

Soutenue dans son effort par de nombreuses organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits humains, la FIDH dÃ©nonÃ§ait que des centaines de soldats de lâ??armÃ©e israÃ©lienne potentiellement impliquÃ©s dans des crimes internationaux commis Ã  Gaza possÃ©dent une double citoyennetÃ© franco-israÃ©lienne, sans que le parquet anti-terroriste, compÃ©tent en matiÃ©re de crimes de guerre et de crimes contre lâ??humanitÃ©, nâ??ait ouvert dâ??enquête.

**date crÃ©Ã©e**  
2025/10/27